

La Coordination rurale veut une étude scientifique pour réviser les normes

© 05/12/2014 |  Terre-net Média

Agen, 4 déc 2014 (AFP) - La Coordination rurale (CR), réunie jeudi en congrès national dans son fief d'Agen, a demandé au gouvernement de présenter des études scientifiques sur l'impact des nitrates sur l'environnement. Le syndicat veut obtenir de la Commission européenne une révision des normes en vigueur, qu'il ne juge plus d'actualité.

A lire aussi l'interview en deux parties de Bernard Lannes accordée à Terre-net Média :

« Les agriculteurs décidés à se faire entendre pour défendre leurs revenus »

« La Pac doit être plus régulée sans attendre »

« Nous, **Coordination rurale**, on demande au niveau européen une révision de cette norme nitrates qui date de 30 ans », a martelé le président de la CR, Bernard Lannes, dans un entretien avec un correspondant de l'Afp. « La France est un grand pays agricole, c'est pourquoi, on demande au ministre de l'Agriculture, Stéphane Le Foll, de présenter devant la Commission européenne une étude scientifique qui dira si oui ou non **la norme nitrates européenne** est la bonne », insiste-t-il. « On n'est pas là pour faire du "Tout nitrates", mais aujourd'hui on a d'autres méthodes de travail qu'il y a 30 ans, beaucoup moins polluantes. Nous pensons que la norme nitrates peut être relevée à 70 milligrammes/ litre au lieu de 50 actuellement », assure Bernard Lannes.

« Comme la France s'est fait taper sur les doigts par l'Europe pour la mauvaise application de la directive Eau, l'Etat a jeté en pâture une nouvelle **carte d'extension des zones vulnérables** qui ne veut plus rien dire et qui s'attaque aux zones céréalières ou aux zones d'élevage au détriment de nos éleveurs. Ils risquent de disparaître au profit des Américains qui, eux, n'ont pas ces normes-là, et on rentrera en France la viande hormonée des Etats-unis », s'insurge le président de la CR.

La CR du Lot-et-Garonne avait bloqué Agen et ses administrations au cours d'une journée d'action musclée le 6 octobre pour protester contre **la directive nitrates** (dérivés des engrais azotés notamment). Le 5 novembre, à l'appel de la Fnsea cette fois, **les agriculteurs avaient massivement manifesté dans toute la France** pour protester contre l'élargissement des « zones vulnérables » visées par cette directive qui impose des investissements coûteux pour limiter la pollution des eaux et une éventuelle prolifération des algues vertes.

Pour apaiser les tensions, le gouvernement a relancé la concertation sur le sujet et promis d'éviter les contraintes injustifiées. « Mais nous ne nous faisons pas d'illusions. Une fois que la nouvelle carte des zones vulnérables sera établie par décret, nous porterons plainte auprès du tribunal administratif », prévient déjà Serge Bousquet-Cassagne, le président de la CR du Lot-et-Garonne où le syndicat est majoritaire.

Pour Bernard Lannes, « il est temps de rétablir la vérité : les nitrates sont bons pour la santé, contrairement à ce que veulent nous faire croire les lobbys des marchands d'eau. » « Nous sommes d'accord pour encadrer leur utilisation mais pas au détriment de notre agriculture et sur des bases scientifiques », insiste-t-il.